



FEDERATION DES SYNDICATS UNITAIRES

**SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRESOR - SUI
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD-INSEE - SNABF-Solidaires**

93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS Tél. : 01.44.64.64.32 Fax : 01.43.48.96.16
fdsu@fdsu.org <http://www.fdsu.org>

Déclaration liminaire de la FDSU CNAS du 5 juillet 2007

Monsieur le Président,

Notre précédente rencontre remonte au 20 mars dernier, pour le CNAS prospectif, mais, et vous l'avez reconnu, qui n'avait rien de prospectif dans un contexte préélectoral davantage propice à la mise en veille des institutions.

En ce 5 juillet, le contexte politique semble stabilisé :

- un nouveau président de la République a été élu
- de nouveaux députés ont aussi été élus
- un nouveau gouvernement a été mis en place et est désormais opérationnel

Un bémol toutefois : le Minéfi en tant que tel n'est plus, des incertitudes continuent à peser sur les contours de nos administrations et les périmètres ministériels, ajoutant, s'il en était besoin, à l'absence de repères dont souffrent les agents.

Une certitude : nous sommes en présence d'une nouvelle équipe gouvernementale qui a pour feuille de route les engagements présidentiels, engagements qui font des fonctionnaires, et de ceux de nos ministères en particulier, les variables d'ajustement d'un budget placé sous le signe de la rigueur.

Les suppressions d'emplois se poursuivent alors que, dans ce domaine, feu le Minéfi a été exemplaire, et les agents s'en souviennent au quotidien.

On continue à considérer que les agents fonctionnaires sont des nantis et on veut continuer à faire croire qu'avec leurs mirifiques salaires, pour un rendement prétendument aléatoire, ils sont à l'origine de la dette publique, alors que celle-ci relève de choix politiques et de mesures dont le gouvernement refuse d'afficher le coût réel : le bouclier fiscal, et les heures supplémentaires dernier « modèle » en sont les plus récents exemples.

Alors, inscrire les fonctionnaires dans une spirale gaspilleurs / payeurs, c'est continuer à faire d'eux des agents malmenés, maltraités, mal reconnus et toujours aussi mal payés.

L'accentuation des suppressions d'emplois avec une présence grandissante d'indicateurs de performance, c'est, pour tous les agents :

- plus de difficultés à accomplir les missions de service public
- plus de pressions hiérarchiques
- des conditions de travail de plus en plus dégradées
- la sensation grandissante d'un service mal rendu avec, pour conséquence, un mal être quotidien.

Quant aux rémunérations, ce sont, pour les agents :

- des plans de qualification au rabais
 - une harmonisation des régimes indemnitaires avec une poignée de gagnants, mais surtout une majorité de perdants
 - des augmentations de salaires limitées à 0,8% en 2007, en deçà de l'inflation alors que le SMIC vient d'être revalorisé de 2,1 %, après 3,05% au 01/01/2006 et 5,5% au 01/01/2005 ; en conséquence de quoi l'Etat se trouve contraint de relever les premiers échelons de la catégorie C qui, sinon, serait rémunérée en dessous du SMIC.
- Telle est la réalité aujourd'hui.

Alors, que dire du bilan de l'action sociale ministérielle 2006, sinon qu'il ne correspond ni aux besoins, ni aux attentes des agents, et qu'il n'est pas révélateur de l'ambition sociale affichée par le Ministre ?

Vous nous présentez une exécution budgétaire pour 2006, à périmètre constant, en diminution de 5% par rapport à 2005.

Une interrogation : ce « moins 5% » a-t-il un lien avec un gel des dépenses publiques ?

Une réflexion : cette exécution budgétaire affichée nous apparaît bien factice. En effet, cette exécution prend en considération les subventions versées en intégralité aux associations de gestion des prestations d'action sociale, alors que nous savons qu'ALPAF a en réserve 2 années de subventions logement non utilisées, et que celle d'AGRAF, pour 2006, est bien loin d'avoir été consommée.

Et cette non exécution n'est pas sans conséquences pour les agents :

→ En matière de logement, nous l'avons déjà dénoncé, 110 réservations en 2006 en Ile de France, c'est une véritable provocation !

Certes, nous ne méconnaissions pas les difficultés rencontrées pour procéder à des réservations, mais quand même !

Pendant ce temps les agents mènent un véritable parcours du combattant pour se loger, à des prix grevant lourdement leur budget, souvent aux limites du surendettement.

→ La restauration est, quant à elle, très inégale sur l'ensemble du territoire, avec des tarifs en augmentation, c'est d'ailleurs un des points à l'ordre du jour de ce CNAS.

Peut-être pouvez vous nous expliquer, à ce sujet, le caractère social du restaurant le club, prestation servie par l'AGRAF, alors même que nombre d'agents, de catégorie C ou B en particulier, doivent se contenter d'un titre restaurant à 4,88 € dont 2,44 € à leur charge ?

Le secteur loisirs vacances, s'il offre des prestations de qualité, ne cesse d'augmenter ses tarifs, et les perspectives pour 2007 en sont un malheureux exemple.

La petite enfance : certes, il y a quelques progrès, mais on part de très bas, et l'essentiel reste à faire.

Quant au service social, nous savons qu'il est de plus en plus sollicité, et nous déplorons qu'une présentation détaillée de ce secteur ne soit pas à l'ordre du jour ni de ce CNAS, ni des autres, malgré notre demande du mois de janvier.

Cette liste n'est pas exhaustive, nous aurons l'occasion d'y revenir au cours du débat mais vous le comprendrez, Monsieur le Président, nous ne pourrions pas vous donner un satisfecit pour ce bilan, bien au deçà des attentes des agents.

Alors nous le répétons, malgré l'image véhiculée par les médias, mais dont nous savons que vous n'en êtes pas personnellement l'auteur, les agents ne sont pas des nantis, mais nous ne voudrions pas qu'à l'avenir, ils deviennent les bannis de l'Etat.

Nous comptons donc pleinement sur vous, en tant que Président du CNAS et Directeur des personnels, pour faire vivre, avec tous les moyens qui lui sont nécessaires, une action sociale de qualité, une action sociale dynamique pour tous les agents de nos ministères.

Enfin, s'agissant du nouveau schéma d'organisation des associations, la FDSU s'était exprimée, lors de l'AG de l'AGRAF sur l'élection du vice-président, qui s'est faite en dépit de la représentativité issue des élections professionnelles.

Nous attendons donc, compte tenu de cet évènement gravissime que vous nous disiez si les élections professionnelles qui doivent avoir lieu en décembre prochain, ont toujours un sens dans ce ministère.

Je vous remercie.